



Commune de Satigny
République et canton de Genève

Agrandissement du complexe école et mairie, étape 3

Reconstruction de l'école Mairie, rénovation de la piscine et construction d'un parking semi-enterré

DOSSIER DE CANDIDATURE POUR UN MANDAT D'INGENIEUR CIVIL

Procédure ouverte selon l'AIMP soumise aux traités internationaux

Dossier à remettre au plus tard le : mercredi 20 mars 2019 à 16h

Dépôt auprès de la réception de la Commune ou par courrier à :

Commune de Satigny
Rampe de Choully 17
1248 Satigny

NOM DU BUREAU :

ADRESSE COMPLETE DU BUREAU PILOTE :

TELEPHONE :

FAX :

E-MAIL :

DATE :

SIGNATURE :

TABLE DES MATIERES

1 REGLEMENT

- 1.1 OBJET DU MARCHE
- 1.2 AUTORITE ADJUDICATRICE - ORGANISATEUR
- 1.3 MANDATAIRES ARCHITECTES
- 1.4 GROUPE D'EVALUATION
- 1.5 TYPE DE PROCEDURE
- 1.6 BASES JURIDIQUES
- 1.7 CONDITIONS DE PARTICIPATION
- 1.8 APTITUDES PARTICULIERES RECHERCHEES
- 1.9 INSCRIPTION - EMOLUMENT
- 1.10 INFORMATIONS ET DOCUMENTS REMIS
- 1.11 QUESTIONS
- 1.12 DECLARATION D'INTENTION DE L'ORGANISATEUR
- 1.13 CALENDRIER ET DELAIS
- 1.14 AUDITION DES CANDIDATS
- 1.15 REMISE DES DOSSIERS
- 1.16 OUVERTURE DES OFFRES
- 1.17 CONTROLE ET EXPLICATION DE L'OFFRE
- 1.18 OFFRE ANORMALEMENT BASSE
- 1.19 CRITERES D'EVALUATION
- 1.20 BAREME DES NOTES
- 1.21 RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES
- 1.22 DUREE ET VALIDITE DE L'OFFRE
- 1.23 INDEMNITES
- 1.24 MOTIFS D'EXCLUSION
- 1.25 INCOMPATIBILITE ET PRE-IMPLICATION
- 1.26 CONFLIT D'INTERET
- 1.27 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA DECISION D'ADJUDICATION
- 1.28 VOIES DE RECOURS
- 1.29 SIGNATURES DU CONTRAT
- 1.30 HAUSSES CONJONCTURELLES

2 CAHIER DES CHARGES

- 2.1 PRESENTATION DU PROJET
- 2.2 OBJECTIFS TECHNIQUES ET ENERGETIQUES
- 2.3 SITUATION FONCIERE
- 2.4 CUBE SIA ET SURFACES BRUTES
- 2.5 PRESTATIONS DU MANDATAIRE

3 CARACTERISTIQUES DU CANDIDAT

- 3.1 RAISON SOCIALE DU BUREAU OU CONSORTIUM
- 3.2 EFFECTIFS
- 3.3 TARIFS HORAIRES
- 3.4 EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE L'OBJET A REALISER
- 3.5 CAPACITE ET ORGANISATION
- 3.6 COMPREHENSION DE LA PROBLEMATIQUE

4 HONORAIRES

5 LISTE DES ATTESTATIONS ET DOCUMENTS A FOURNIR

6 ENGAGEMENTS

7 SIGNATURES

8 DECLARATION DU RESPECT DU PRINCIPE D'EGALITE ENTRE FEMMES ET HOMMES

1. REGLEMENT

1.1 OBJET DU MARCHE

Projet de reconstruction de l'école Mairie, rénovation de la piscine, construction d'un parking extérieur semi-enterré, parcelle n°7607 et 5'606 Satigny (voir § 2.3).

Prestations complètes ordinaires selon le règlement SIA 103, phases 31 à 52 (voir § 4).

1.2 AUTORITE ADJUDICATRICE - ORGANISATEUR

Commune de Satigny
Rampe de Choully 17
1242 Satigny
Fax : +41(0)22 753 90 50
E-Mail : info@satigny.ch

1.3 MANDATAIRES ARCHITECTES

Le bureau Timothée Giorgis Architectes Sàrl, Rue des Glacis-de-Rive 23, 1207 Genève, lauréat du concours d'architecture pour l'agrandissement de complexe école et Mairie, est le bureau mandaté pour les prestations architecturales et le pilotage du projet.

1.4 GROUPE D'EVALUATION

Le groupe d'évaluation désigné pour le présent appel d'offres est constitué de :

Président : M. Claude Guinans, Maire de la Commune de Satigny

Membres : Mme Anne Vogel, technicienne communale, Commune de Satigny
M. Stefano De Giorgi, chef du service infrastructures, Commune de Satigny
M. Patrick Müller, ingénieur civil indépendant
M. Timothée Giorgis, architecte indépendant

Suppléants : M. Frédéric Bravard, Timothée Giorgis Architectes Sàrl

S'il le juge utile, le groupe d'évaluation peut s'adjoindre d'autres experts de son choix. Le secrétariat de l'appel d'offres est assuré par le bureau d'architecte mandataire.

1.5 TYPE DE PROCEDURE

Procédure ouverte (à un tour) pour l'attribution d'un mandat de prestations d'ingénieur civil en conformité avec l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) et les accords internationaux.

1.6 BASES JURIDIQUES

La mise en œuvre de l'appel d'offres et la participation des candidats impliquent pour l'organisateur, le groupe d'évaluation et les candidats, l'acceptation des clauses du présent règlement, du cahier des charges, des réponses aux questions s'il y a lieu, ainsi que des compléments éventuels d'informations communiqués à tous les candidats inscrits.

La langue officielle de l'appel d'offres est le français.

Les normes applicables sont notamment les suivantes :

- Accord GATT/OMC sur les marchés publics du 15 avril 1994.
- Accord intercantonal du 15 mars 2001 modifiant l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25 novembre 1994, modifié le 15 mars 2001.
- Règlement sur la passation des marchés publics du 17 décembre 2007 (RMP).

1.7 CONDITIONS DE PARTICIPATION

La procédure est ouverte à tous les ingénieurs établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offrent la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent au minimum l'une des conditions suivantes :

- Etre porteur d'un Master des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un Master étranger bénéficiant d'une équivalence.
- Etre inscrit au registre A ou B du REG suisse des ingénieurs (Fondation des Registres Suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement).
- Etre inscrit au tableau des Mandataires Professionnellement Qualifiés (MPQ) du Département de l'Aménagement du logement et de l'énergie (DALE) du canton de Genève ou à un registre équivalent.

Pour les diplômes étrangers ou les inscriptions sur un registre étranger, les participants doivent fournir la preuve de l'équivalence de leur diplôme ou de leur inscription aux registres mentionnés. Cette validation peut être demandée auprès du DEFR/SEFRI, tél + 41.31.322.28.26, mail : frederic.berthoud@sbfi.admi.ch ou kontaktstelle@sbfi.admi.ch.

En cas de consortium, le bureau pilote devra répondre aux conditions ci-dessus. Par ailleurs, tous les membres devront répondre aux conditions des § 5 et 6 ci-après.

Ne sont prises en considération que les offres complètes, accompagnées, pour le candidat et ses partenaires, des preuves et documents énoncés sous chiffre 5 du présent dossier de candidature.

A cet égard, l'attention du soumissionnaire est spécialement attirée sur le fait que la non-production des documents identifiés comme obligatoires est éliminatoire.

La raison sociale indiquée à l'inscription doit être identique à celle figurant au registre du commerce, et à celle figurant en page de garde du présent document.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, **l'adjudicateur se réserve le droit de contrôler par toute voie légale les indications fournies par le candidat.**

1.7.1 LANGUE

Les offres doivent être rédigées en français. Dans le cas contraire, l'offre sera exclue de la procédure.

Les attestations établies dans une langue autre que le français doivent faire l'objet d'une traduction conforme par les candidats, et les dites traductions, doivent être jointes aux attestations originales sous peine d'irrecevabilité.

1.7.2 OFFRE PARTIELLE

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

1.7.3 OFFRE COMMUNE

Au maximum deux bureaux peuvent adresser une offre commune. **Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure.**

Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'article 535 du CO, les associés nommeront un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur ou pour recevoir valablement toute communication au nom de ce dernier ou pour ce dernier. Ce « pilote » est le garant des bons rapports entre associés.

Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant de ce contrat de société simple, dans les limites fixées par le CO. En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, la suite de l'exécution du marché sera assumée par les autres, sans préjudice des conséquences financières et juridiques découlant de la situation pour le Maître d'ouvrage.

La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.

1.7.4 VARIANTE D'OFFRE DE LA PART DU SOUMISSIONNAIRE

Les variantes spontanées d'offres ne sont pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

1.7.5 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée.

1.8 APTITUDES PARTICULIERES RECHERCHEES

Excellente maîtrise :

- de la gestion de projet et de ses spécificités selon description du chapitre 2
- des procédures en matières de marchés publics : les participants sont rendus attentifs au fait que les adjudications des travaux aux entreprises seront effectuées conformément à la législation et la réglementation en matière de marché publics (AIMP). Ces prestations seront entièrement assurées par le bureau adjudicataire qui devra les comprendre dans ses honoraires.
- Toute formation et/ou recours à des spécialistes en la matière seront à la charge du bureau mandataire adjudicataire.
- des coûts de construction et d'une opération similaire en relation avec le marché.

1.9 INSCRIPTION- EMOLUMENT

L'inscription sur le SIMAP permet de télécharger le dossier d'appel d'offres. Aucun émolument d'inscription n'est demandé.

1.10 INFORMATIONS ET DOCUMENTS REMIS

1. Dossier de candidature (présent document) *documents à remettre par le candidat.*
2. Annexe 1 : calcul des honoraires d'après le coût de l'ouvrage, *documents à remettre par le candidat.*
3. Annexe 2 : Cadastre 1/1000^{ème}
4. Annexe 3 : Plans du projet.pdf

5. Annexe 4 : Planning de l'étape 3
6. Annexe 5 : Rapport d'étude de faisabilité du bureau EDMS SA du juin 2018

Renseignements généraux et sondages géologiques sur internet :

A titre indicatif, nous vous invitons à consulter le guichet virtuel du système d'information du territoire genevois (SITG) notamment pour les recherches relatives à l'OPAIR, la pollution des sols, sondages géotechniques, etc. :

<http://ge.ch/carte/pro/?mapresources=AMENAGEMENT>

1.11 QUESTIONS

Le délai pour l'envoi de questions est mentionné sous § 1.13. Les questions doivent être adressées via le Simap.

Les réponses seront disponibles sur le Simap à la date indiquée sous § 1.13.

Aucune information ne sera donnée sous forme orale.

1.12 DECLARATION D'INTENTION DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur entend confier le mandat d'étude et de réalisation (sous réserve du crédit de construction par le vote en force du Conseil municipal et l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives) au candidat désigné par le groupe d'évaluation.

1.13 CALENDRIER ET DELAIS

- Avis simap + FAO : mardi 5 février 2019
- **Délais d'envoi des questions** **jeudi 14 février 2019**
- Réponse aux questions vendredi 1 mars 2019
- **Remise des dossiers de candidature : mercredi 20 mars 2019- 16 h**
- Ouverture des offres vendredi 22 mars 2019
- Attribution du marché : avril 2019
- Début du mandat : 10 jours après notification, en l'absence de recours
- Rapport d'avant-projet, devis estimatif 15.09.2019
- Rapport de projet de l'ouvrage, devis général mars 2019
- Dépôt autorisation mai 2020
- Ouverture du chantier phase 1 août 2021
- Mise en service phase 1 août 2023
- Ouverture du chantier phase 2 août 2023
- Mise en service phase 2 août 2024

1.14 AUDITION DES CANDIDATS

En principe aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses et imprécises.

1.15 REMISE DES DOSSIERS

Les dossiers devront impérativement en être envoyés par la poste ou déposés auprès de la Commune de Satigny, Rampe de Chouilly 17, 1242 Satigny, au plus tard à la date fixée au § 1.13 à 16h00. Aucune soumission par courriel ne sera acceptée.

Les dossiers reçus au-delà de ce délai, incomplets et/ou sans une des attestations éliminatoires requises selon le § 5 seront écartés.

L'ensemble des documents doivent être remis en 2 exemplaires imprimés ainsi qu'en format PDF sur une clef USB.

Les dossiers doivent être rendus dans une enveloppe portant la mention « Agrandissement du complexe école et Mairie, étape 3, mandat d'Ingénieur Civil » tel que mentionné dans le texte de l'appel d'offres publié dans la FAO et sur www.simap.ch.

Les attestations (accompagnées de l'attestation d'égalité homme/femme) devront être remises dans le même délai que l'offre, dans une enveloppe séparée et fermée portant l'indication «Agrandissement du complexe école et Mairie, étape 3, - [mandat d'Ingénieur Civil - ATTESTATIONS ».

1.16 OUVERTURE DES OFFRES

Seules les offres parvenues dans les délais fixés dans les documents d'appel d'offres seront ouvertes.

Dans un premier temps, l'ouverture de l'enveloppe séparée contenant les attestations est effectuée par le Service technique de la Commune de Satigny, en présence d'un membre du groupe d'évaluation ou d'un représentant désigné par elle (par exemple le mandataire).

Seuls les dossiers complets conformes aux conditions de participation (art. 32 RMP) sont considérés comme recevables, les autres étant exclus de la procédure.

Dans un second temps, les enveloppes contenant les offres recevables seront ouvertes pour évaluation.

L'ouverture des offres n'est pas publique.

Le procès-verbal d'ouverture sera transmis aux candidats.

1.17 CONTROLE ET EXPLICATION DE L'OFFRE

Le marché sera adjugé au soumissionnaire qui aura rendu l'offre présentant le meilleur rapport qualité / prix.

1.18 OFFRE ANORMALEMENT BASSE

En présence d'une offre paraissant anormalement basse, l'adjudicateur doit demander au soumissionnaire de justifier ses prix. Les explications sont en principe fournies par écrit ; si elles sont recueillies au cours d'une audition, un procès-verbal sera établi et signé par les personnes présentes.

1.19 CRITERES D'EVALUATION & SYSTEME DE NOTATION

Critères d'évaluation	Pondération
1) Compréhension de la problématique	30%
2) Références du candidat	25%
3) Organisation du candidat	20%
4) Montant de l'offre	20%
5) Qualité de la présentation du dossier	5%

Le critère 2 « Références » sera jugé sur la base d'une vérification des renseignements fournis par le candidat.

Le critère 5 « Qualité de la présentation du dossier » sera jugé en fonction des éléments suivants : Dossier complet, lisibilité des documents et respect des formulaires.

1.20 BAREME DES NOTES

Notes	Satisfaction des critères	Qualité des indications
0	non évaluable	aucune indication
1	critère très mal rempli	indications insuffisantes, incomplètes
2	critère mal rempli	indications insuffisantes ne correspondant pas suffisamment au projet
3	critère normalement rempli, dans la moyenne	qualité moyenne, correspondant aux exigences de l'appel d'offres
4	critère bien rempli	très bonne qualité
5	critère très bien rempli	excellente qualité, offre correspondant très bien aux objectifs visés

Système de notation du montant de l'offre

Le système de notation du montant de l'offre sera basé sur la formule ci-après :

Note du candidat (arrondie au dixième) = $5.0 - (m \text{ offert} - m \text{ min.}) / (m \text{ offre définie par le MO} - m \text{ min.})$

m = montant MO= Maître de l'Ouvrage

montant offert : basé sur le taux horaire moyen offert par le candidat (après vérification de sa crédibilité lorsque celui-ci est inférieur au taux horaire moyen du seuil de crédibilité)

montant min. : basé sur le taux horaire moyen offert par le candidat le moins cher (après vérification de sa crédibilité lorsque celui-ci est inférieur au taux horaire moyen du seuil de crédibilité)

1.21 RESULTATS DE L'APPEL OFFRES

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la lettre précisant l'adjudicataire, chaque soumissionnaire recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les soumissionnaires.

1.22 DUREE ET VALIDITE DE L'OFFRE

La durée de validité de l'offre est de **12 mois** à compter de la date de retour de l'offre.

1.23 INDEMNITES

Le candidat ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnisation auprès de l'organisateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour la production de son offre.

1.24 MOTIFS D'EXCLUSION

Une fois la recevabilité de l'offre vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- a) le dossier est présenté dans la langue exigée par l'adjudicateur.
- b) le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur.
- c) le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en

proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

1.25 INCOMPATIBILITE ET PRE-IMPLICATION

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- a) était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- b) ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- c) ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

Le bureau d'ingénieur civil EDMS SA a réalisé, en juin 2018, une étude de faisabilité permettant d'évaluer les potentialités structurelles d'un agrandissement et surélévation de l'école Mairie. Le rapport de cette étude de faisabilité est joint en annexe au dossier d'appel d'offre. Au motif que la transmission de cette étude donne accès aux informations connues à tous les concurrents, le bureau EDMS SA est autorisé à participer à la procédure.

1.26 CONFLIT D'INTERET

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise ou un collaborateur, ainsi qu'un associé ou un membre du pool de mandataires est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

1.27 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA DECISION D'ADJUDICATION

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

1.28 VOIES DE RECOURS

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- a) l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- b) la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- c) la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- d) la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- e) la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- f) la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- g) la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- h) la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente généralement le Tribunal administratif de la République et canton de Genève dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

1.29 SIGNATURES DU CONTRAT SUITE A LA DECISION D'ADJUDICATION

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 103 (édition 2014) est applicable pour autant que les dispositions contractuelles n'y dérogent pas.

1.30 HAUSSES CONJONCTURELLES

Les adaptations du prix dues au renchérissement ne seront convenues que pour les contrats dont la durée de validité est d'au moins trois ans; les prix restent donc bloqués pendant les trois premières années.

Au-delà de ces trois ans et lorsqu'un renchérissement est stipulé, celui-ci sera conforme aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année (date d'adjudication).

Toutefois, le renchérissement est applicable uniquement lorsque le changement de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2 %.

2. CAHIER DES CHARGES

2.1 PRESENTATION DU PROJET

Après plusieurs études, et afin de préserver d'avantage de surface libre au sol pour les activités sportives et les besoins en places de stationnement pour le complexe, le projet d'agrandissement de l'école Mairie a été redéfini et propose de remplacer la partie hors sol du demi-groupe scolaire existant par la construction d'un groupe scolaire complet. Compte tenu de l'exiguïté du site, le projet sera réalisé en deux phases.

Phase 1 : école et piscine (env. 24 mois de travaux)

Le socle semi-enterré, regroupant les fonctions de la piscine et des locaux techniques (chaufferie à gaz, local électrique de tout le complexe) sera maintenu et assainis.

La volumétrie du projet est articulée en quatre volumes disposés autour d'un hall central de distribution. Le gabarit de ces différents volumes reprend les dimensions des constructions des hameaux propres aux coteaux viticoles du Mandement.

Le projet prévoit un renforcement des fondations de la piscine avec ajout de micro-pieux jusqu'à la moraine. Les sommiers en béton armé de la toiture de la piscine seront complétés et renforcés en fonction des besoins du projet. Les prestations de l'ingénieur civil comprennent le pilotage des analyses de la structures et des fondations de la piscine existante (carbonatation, chlorures,...).

Le hall central est, à ce stade du projet, prévu en béton armé pour assurer le contreventement de l'ensemble et satisfaire les exigences de protection incendie. Les murs en béton apparent seront en béton type 4 SBK3. Le reste de la structure de la nouvelle école et prévue en charpente bois avec une mise en place éventuelle de plancher mixte bois-béton. La structure en bois sera étudiée par un ingénieur spécialisé et fera l'objet d'un appel d'offre séparé.

Le revêtement de façade est prévu en bois mis à part un socle en béton apparent (coulé sur place ou préfabriqué) de type 4 SBK3 teinté et sablé.

Phase 2 : parking et terrains de sport extérieurs (env. 12 mois de travaux)

Le parking semi-enterré prévoit 50 places en surface et 70 places en sous-sol. Le projet se compose de différents plateaux reliés en demi-niveaux dans le sens de la pente du terrain. Les murs en béton hors sol seront apparents de type 4 SBK3 teinté et sablé. Deux terrains de sport extérieurs prennent place sur les deux premiers plateaux du parking coté école. La configuration ainsi que le nombre de place de stationnement est encore sujet à des modifications. Une étude de stationnement est en cours.

2.2 OBJECTIFS TECHNIQUES ET ENERGETIQUES

Les études et la réalisation de l'ouvrage, dont les enjeux énergétiques et environnementaux sont du plus haut niveau, devront s'inscrire dans les objectifs de hautes performances énergétiques suivants :

- a) le projet devra atteindre un niveau de haute performance énergétique au moins équivalent à Minergie.
- b) Le maître d'ouvrage entend développer l'utilisation de l'ensemble des énergies renouvelables pertinentes sur le site (soleil, géothermie, eau de pluie, etc.), et en particulier les solutions permettant de limiter l'impact sur la qualité de l'air.

Par ailleurs, la loi cantonale sur l'énergie stipule que tous les bâtiments des collectivités publiques sont soumis au concept énergétique. Celui-ci doit être validé et répondre aux exigences du service cantonal de l'énergie (ScanE) afin d'obtenir l'autorisation de construire.

Compte tenu de l'importance des investissements et des impacts que le bâtiment est amené à générer, les acteurs du projet et de sa réalisation sont appelés à apporter une contribution importante au développement durable par une démarche appropriée et soucieuse des besoins et du site, notamment par les mesures suivantes, en référence à la recommandation SIA 112/1 construction durable et aux dispositions légales à Genève (L230 et L230.01) :

- a) conciliation de plusieurs exigences de l'utilisateur, de l'environnement et de l'économie
- b) prise en compte de la totalité du cycle de vie de l'ouvrage, de sa construction (matériaux, mise en œuvre) à sa démolition (recyclage, élimination des déchets) en passant par son utilisation (exploitation, entretien)
- c) recherche de solutions d'ordre technique, qui soient durables, adaptables à des besoins futurs et développées dans un esprit d'économie des ressources (sol, eau, matières, déchets).

L'ensemble des bâtiments publics du site seront chauffés par une chaudière à gaz existante, remplacée en 2006 et dimensionnée en fonction (2 x 350kw). Les différents bâtiments seront reliés entre eux par un réseau de chauffage à distance depuis la chaufferie existante située au niveau piscine de l'école.

Toutes les installations techniques (y.c éclairage artificiel) devront être intégrées soit aux murs, soit aux sols et aux plafonds. Les équipements sanitaires (standard public) sont à définir avec le maître de l'ouvrage.

Les constructions doivent satisfaire les lois suivantes :

- a) Le règlement relatif à la construction, à la rénovation et à la transformation des locaux scolaires de l'enseignement primaire (C1 10.11). (<http://www.geneve.ch/legislation>)
- b) La loi sur l'énergie (L2 30). (<http://www.geneve.ch/legislation>)
- c) Les prescriptions de l'Associations des Etablissements cantonaux d'Assurance contre l'Incendie (AEAI). (<http://www.kgvonline.ch>)

2.3 SITUATION FONCIERE

Le projet prend place dans un périmètre défini par les parcelles suivantes :

N° 7'607 – zone 4B protégée – 16'381 m² – propriété de la commune.

N° 5'606 – zone agricole – 1'037 m² – propriété de la commune.

Une procédure de demande de déclassement de la zone agricole en zone 4B protégé est en cours pour les parcelles concernées par le projet.

2.4 CUBE SIA ET SURFACES BRUTES

- a) Nouvelle école Mairie :
cube SIA 416 : 18'287 m³
surfaces brute : 4'828 m²
- b) Piscine:
cube SIA 416 : 4'832 m³
surfaces brute : 1'039 m²
- c) Parking semi-enterré :
cube SIA 416 : 8'762 m³
surfaces brute : 4'654 m²

2.5 PRESTATIONS DU MANDATAIRE

Le mandat comprendra l'ensemble des prestations complètes d'ingénieur civil, comme spécialiste, telles que définies dans le règlement SIA 103, édition 2014. Le projet devra être élaboré selon les normes suisses dans le domaine des constructions.

Etude	3 Etude de projet	31 Avant-projet
		32 Projet de l'ouvrage 33 Autorisations
Réalisation	4 Appel d'offres	41 Appels d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication.
	5 Réalisation	51 Projet d'exécution
		52 Exécution de l'ouvrage (contrôle de l'exécution, gestion des modifications, documentations de l'ouvrage, assistance lors du décompte final)

La prise en compte de l'action sismique dans la conception et la réalisation des ouvrages selon la norme SIA 260 et 261 doit également être comprise dans les prestations.

La phase d'étude est tributaire de l'obtention du crédit d'étude par le vote en force du Conseil municipal.

La phase de réalisation est tributaire de l'obtention du crédit de construction par le vote en force du Conseil municipal et l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives.

En conséquence, un report de l'engagement des phases d'étude et de réalisation et / ou une interruption du contrat est à prendre en considération.

Le mandataire ne pourra prétendre à aucunes indemnisations ou majorations.

Le candidat donnera dans son offre le détail du calcul estimatif de ces honoraires.

Les montants des travaux (hors taxes) donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître de l'ouvrage comme suit :

a)	Terrassements :	1'400'000.- Frs
b)	Canalisations sous et hors radier :	342'000.- Frs
c)	Structure porteuse :	maçonnerie et béton armé : 2'397'000.- Frs
		éléments préfabriqués béton : 124'000.- Frs
d)	Enceinte de fouille et travaux speciaux:	594'000.- Frs
d)	Aménagements extérieurs :	124'000.- Frs

TOTAL HT	4'981'000.- Frs
-----------------	------------------------

Ces montants seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux.

Il convient de rappeler que si le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce sont les montants du devis général accepté par le maître de l'ouvrage qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Si le mandataire juge nécessaire pour l'accomplissement de son mandat d'effectuer des prestations au tarif temps, des relevés ou des sondages complémentaires, des tests de résistance des matériaux, etc, leur coûts seront décrits et compris dans l'offre. Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement n'est pas indemnisé.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le candidat doit indiquer dans son offre le prix horaire moyen offre, net HT.

Il sera demandé au mandataire de respecter les points suivants :

- a) Gérer l'ensemble de l'opération selon le code des frais de la construction (cfc à 3 chiffres). Le devis général devra être établi selon un descriptif détaillé des travaux et fourniture prévue, matériaux choisis, métrés et prix indicatifs.

- b) Gérer les métrès et la rédaction des descriptifs de soumission des travaux dont il a la responsabilité.
- c) Assumer la direction ainsi que le contrôle du coût des travaux dont il a la responsabilité (en phase d'exécution).
- d) Appliquer la charte graphique du mandant.
- e) Appliquer une gestion écologique de la construction, appliquer les directives sur les matériaux proscrits ou à proscrire par la loi et d'utiliser les fiches CFC écologiques disponible sur le site www.eco-bau.ch.
- f) De fournir des prestations adaptées à l'opération considérée pour permettre un déroulement logique et pour coordonner des études et des travaux avec tout le soin requis et les compétences que l'on est en droit d'attendre de mandataires qualifiés.
- g) De transmettre toutes les informations nécessaires au maître de l'ouvrage afin de permettre à celui-ci de prendre, en temps voulu, les décisions utiles.
- h) De collaborer avec les différents services de la commune et de l'Etat ainsi qu'avec les autres mandataires désignés par le maître de l'ouvrage.

3. CARACTERISTIQUES DU CANDIDAT

3.1 RAISON SOCIALE DU BUREAU / BUREAU PILOTE DU CONSORTIUM :

Personne de contact :

Personne responsable de l'exécution du mandat :

Statut juridique du bureau : o simple o sàrl o sa o autre:

EN CAS DE CONSORTIUM, RAISON SOCIALE DU BUREAU PARTENAIRE :

Personne de contact :

3.2 EFFECTIFS*

Fonctions	Effectif total du candidat		
	Bureau 1	Bureau 2	Total
Ingénieurs diplômés EPF ou équivalent (niveau Master)			
Ingénieurs diplômés ETS, EIG ou HES ou équivalent (niveau Bachelor)			
Techniciens			
Ingénieur responsable du chantier			
Dessinateurs avec CFC			
Personnel administratif			
Personnes en formation (stagiaires, apprentis, ...)			
Autres :			
TOTAL :			

* Un poste de travail correspond à une activité à 100% dans le cadre du bureau.
Une personne employée à 60% représente 0.6 poste de travail.
Exemple : 5 collaborateurs à 100 % + 3 collaborateurs à 60% = 6.8 postes de travail.

3.3 TARIFS HORAIRES

Indiquer ci-dessous les tarifs moyens facturés hors TVA (HT) par heure et par fonction :

Fonction	Tarif Fr. / Heure
Ingénieurs diplômés EPF ou équivalent (niveau Master)	
Ingénieurs diplômés ETS, EIG ou HES ou équivalent (niveau Bachelor)	
Techniciens	
Ingénieur responsable du chantier	
Dessinateurs avec CFC	
Personnel administratif	
Personnes en formation (stagiaires, apprentis, ...)	
Autres :	

3.4 EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE L'OBJET A REALISER – PRESENTATION DES REFERENCES :

- d'affectation et d'ampleur analogues à l'objet du présent mandat
- effectué au cours des cinq dernières années
- 3 références obligatoires (1 A4 recto-verso par référence). Tout document supplémentaire ne sera pas pris en compte.

Référence n° 1

Nom du projet ou de l'objet :

Nom du responsable qui s'est occupé du mandat
dans le cadre du bureau

Fait-il encore partie du bureau ☐ OUI ☐ NON

Nom du maître de l'ouvrage :

Personne de contact :

N° de tél. :

Durée du mandat : De (mois / année)
à (mois / année)

Description sommaire de la référence et des prestations effectuées (phases selon SIA 103) :

.....
.....
.....
.....

Montant total des travaux du chantier de génie civil HT :

Montant des honoraires perçus HT :

Description des principales caractéristiques du projet :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Mesures prises pour réduire l'impact environnemental du projet :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Référence n° 2

Nom du projet ou de l'objet :

Nom du responsable qui s'est occupé du mandat
dans le cadre du bureau

Fait-il encore partie du bureau

☐ OUI

☐ NON

Nom du maître de l'ouvrage :

Personne de contact :

N° de tél. :

Durée du mandat :

De (mois / année)

à (mois / année)

Description sommaire de la référence et des prestations effectuées (phases selon SIA 103) :

Montant total des travaux du chantier de génie civil HT :

Montant des honoraires perçus HT :

Description des principales caractéristiques du projet :

Mesures prises pour réduire l'impact environnemental du projet :

Référence n° 3

Nom du projet ou de l'objet :

Nom du responsable qui s'est occupé du mandat
dans le cadre du bureau

Fait-il encore partie du bureau ☐ OUI ☐ NON

Nom du maître de l'ouvrage :

Personne de contact :

N° de tél. :

Durée du mandat : De (mois / année)

à (mois / année)

Description sommaire de la référence et des prestations effectuées (phases selon SIA 103) :

.....
.....
.....
.....

Montant total des travaux du chantier de génie civil HT :

Montant des honoraires perçus HT :

Description des principales caractéristiques du projet :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Mesures prises pour réduire l'impact environnemental du projet :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

3.5 ORGANISATION DU CANDIDAT EN VUE DU PROJET ET MOYENS MIS EN ŒUVRE EN TERMES DE RESSOURCES HUMAINES (2 PAGES A4 RECTO-VERSO MAX)

Personne responsable du mandat (*) (joindre le CV en annexe, max 1 page A4):

Date d'engagement dans le bureau :

Fonction au sein du bureau : formation :

Tâches affectées au collaborateur pour le mandat :

Taux d'occupation :

Nombre d'années d'expérience dans un poste de nature et responsabilité similaire :

Remplacé selon besoins par (*):

Fonction au sein du bureau : formation :

Nombre d'années d'expérience dans un poste de nature et responsabilité similaire :

() le remplacement de la personne responsable du mandat par une personne au profil professionnel similaire sera soumis à la validation du Maître de l'Ouvrage.*

Nombre de collaborateurs prévus pour le mandat :

Le candidat détaillera le nombre de collaborateurs prévus pour le mandat en indiquant, leur nom, leur formation, le pourcentage de temps consacré au mandat ainsi que les relations hiérarchiques au sein du bureau.

Expérience en matière de suivi des procédures AIMP travaux :

Le mandataire sera chargé par la Commune, autorité adjudicatrice soumise à la réglementation des marchés publics, de l'organisation et du suivi de la procédure y relative en matière d'attribution de marchés de travaux. Ainsi, il sera pleinement responsable de la bonne application de la législation, ainsi que des directives internes relatives aux marchés publics dans le cadre de son mandat.

Depuis 2014 :

Nombre des procédures organisées (*) :

Montant total des travaux adjudgés HT :

() nombre de marchés/lots pour lesquels le candidat a conduit l'intégralité des procédures de marchés publics jusqu'à la proposition d'adjudication.*

Le candidat décrira:

- l'organigramme général du bureau
- l'organisation mise en place pour honorer le mandat (organigramme avec qualifications des collaborateurs)
- les points forts de sa candidature
- la capacité du candidat à assumer le mandat
- le détail des apprentis engagés par le bureau (nombre, école, année,...) durant les 3 dernières années.
- le détail des stagiaires engagés par le bureau (nombre, école, année,...) durant les 3 dernières années.
- la présence dans l'entreprise d'employés experts ou commissaires
- justification du facteur i et du taux horaire indiqués dans le calcul du montant de l'offre.

3.6 COMPREHENSION DE LA PROBLEMATIQUE : 2 PAGES A4 RECTO-VERSO AU MAXIMUM)

Le candidat indiquera comment il perçoit les prestations à exécuter en mettant en évidence, en sa qualité de professionnel, les difficultés principales et sensibles liées à l'exécution du marché et la manière dont il entend les résoudre en développant notamment les points suivants :

- a) Identification des contraintes structurelles du projet et élaboration d'un concept structurel en adéquation avec le projet architectural.
- b) Stratégie d'organisation pour la conduite des travaux de génie civil.
- c) Identification des mesures administratives, techniques et constructives permettant de réduire l'impact environnemental en adéquation avec le projet architectural.

4. HONORAIRES

Prestations à effectuer : entre 70 et 100% selon le type des travaux sur la base du règlement SIA 103 (2014).

Coût des travaux donnant droit aux honoraires :

- terrassement : **Fr. 1'400'000.- HT**
- canalisations sous et hors radier : **Fr. 342'000.- HT**
- structure porteuse : **Fr. 2'521'000.- HT**
- enceinte de fouille et travaux spéciaux : **Fr. 594'000.- HT**
- aménagements extérieurs : **Fr. 124'000.- HT**

Prestations selon SIA 103 (2003)	Terrassement et canalisations *	Structure porteuse * et travaux spéciaux	Aménagements extérieurs *
31 Avant-projet	8%	8%	8%
32 Projet de l'ouvrage	22%	22%	22%
33 Procédure de demande d'autorisation	2%	2%	2%
41 Appels d'offres, proposition adjudications	10%	10%	10%
51 Projet d'exécution	18%	48%	18%
52 Exécution de l'ouvrage	10%	10%	10%
	70%	100%	70%

Le candidat fournira un tableau de prestations détaillé avec les paramètres suivants pour chacun des types de travaux (cf annexe 1 à rendre par le candidat):

Détail des données relatives au calcul des honoraires

- Coût d'ouvrage en francs déterminant le temps nécessaire, calculé sur le montant des travaux B = 4'981'000
- Valeurs de coefficients + année de référence 2017 Z1 = 0,075
- 2017 Z2 = 7,23
- Facteur de base pour le temps nécessaire p = 0,1173
- Degré de difficulté selon la division en catégories d'ouvrage n = 1,0
- Facteur d'ajustement r = 1,0
- Temps moyen nécessaire Tm = h
- Facteur de groupe i = 1,0*
- Temps prévu - Tp = h
- Facteur pour prestations spéciales s = 1,0
- Taux horaire offert h = - Fr./h.

Total HT honoraires d'après le coût de l'ouvrage	H = Fr.
---	------------	------------------

** l' indice « i » peut être modifié, dans tout les cas, le candidat devra justifier sa valeur ainsi que celle du taux horaire offert (cf point 3.5).*

Les éventuels rabais doivent être intégrés dans les taux unitaires.

Honoraires bloqués sans adaptation au renchérissement sur une période de 3 ans à compter de l'adjudication.

Frais de reproduction estimés: CHF HT (avec tarifs des tirages en annexe)

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'attribuer des prestations partielles sans indemnité.

Chaque phase du mandat fera l'objet d'un accord formel du Maître de l'ouvrage.

Les honoraires sont calculés en fonction du coût de l'ouvrage et seront adaptés en fonction de l'évolution du montant B des travaux. Les facteurs ainsi que le taux horaire offert sont figés pour tout le mandat indépendamment de l'évolution du montant B des travaux.

5. LISTE DES ATTESTATIONS ET DOCUMENTS A FOURNIR

Les attestations doivent être fournies pour chaque soumissionnaire, y compris partenaire ou sous-traitant intervenant, sous peine d'exclusion formelle. Selon le statut de chacun, veuillez-vous reporter au point

- 5.1, pour une entreprise ou un indépendant AVEC personnel ou
- 5.2, pour un indépendant SANS personnel

5.1 Entreprise ou indépendant Avec personnel

IMPORTANT - Pour être valables, les attestations listées sous chiffres 5.1.1 à 5.1.7 ne doivent **pas être antérieures de plus de 3 mois à la date fixée pour le dépôt de l'offre** sauf dans les cas où elles ont, par leur contenu, une durée de validité supérieure.

La non-présentation - pour le candidat et ses partenaires - des **attestations 2 à 7 est éliminatoire**. Est considérée comme non présentée toute attestation irrecevable (périmée, copie non certifiée, etc.). La numérotation des attestations doit figurer en haut à droite des documents.

Une attestation doit être fournie pour chaque bureau intervenant.

Les attestations « **multipack** » **originales** sont admises.

1. Attestation en qualité d'entreprise inscrite au registre du commerce de son siège social, et qu'elle exerce une activité en rapport quant à sa nature et à son importance avec celle dont relève la soumission. **Un extrait internet est accepté.**
2. Copie de la carte de légitimation et d'inscription au REG A ou B, ou la preuve de l'inscription au tableau des mandataires professionnellement qualifiés (MPQ) du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE) du canton de Genève. Ou copie du diplôme professionnel (cf §1.7)
3. Attestation ou déclaration indiquant l'effectif permanent de la main-d'œuvre
4. Attestations justifiant que la couverture du personnel en matière d'assurances sociales, y compris l'assurance accident, est garantie conformément à la législation en vigueur au siège social de l'entreprise et que celle-ci est à jour avec le paiement de ses cotisations.

Soit pour les bureaux suisses :

- AVS-AI-APG-AC
- allocations familiales,
- prévoyance professionnelle (LPP)
- assurance accident (SUVA ou autre).

5. Attestation certifiant pour le personnel appelé à travailler sur territoire genevois, soit qu'il est signataire d'une convention collective, applicable à Genève, soit qu'il a signé auprès de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT, prendre contact au plus tard 10 jours avant la remise de l'offre) un engagement à respecter les usages de sa profession en vigueur à Genève en adéquation avec le marché concerné.
6. Attestation émise par l'autorité fiscale compétente justifiant que le prestataire s'est acquitté de ses obligations en matière d'impôts à la source retenus sur les salaires de son personnel étranger ou qu'il n'a pas de personnel soumis à cet impôt.
7. Déclaration du soumissionnaire s'engageant à respecter le principe de l'égalité entre hommes et femmes, **la déclaration est jointe au présent dossier § 8 et doit être signée et remise avec les attestations.**

Attestations obligatoires sous peine
d'exclusion formelle

5.2 Indépendant SANS personnel

IMPORTANT - Pour être valables, les attestations listées sous chiffres 5.2.1 à 5.2.4 ne doivent **pas être antérieures de plus de 3 mois à la date fixée pour le dépôt de l'offre** sauf dans les cas où elles ont, par leur contenu, une durée de validité supérieure.

La non-présentation - pour le soumissionnaire et ses sous-traitants, ou ses éventuels partenaires - des **attestations 3 à 5 est éliminatoire**. Est considérée comme non présentée toute attestation irrecevable (périmée, copie non certifiée, etc.). La numérotation des attestations doit figurer en haut à droite des documents.

L'indépendant SANS personnel est dispensé de signer la « Déclaration du respect du principe de l'égalité femmes et hommes » du chapitre 8.

Les attestations « **multipack** » **originales** sont admises.

1. Attestation en qualité d'entreprise individuelle inscrite au registre du commerce de son siège social, et qu'elle exerce une activité en rapport quant à sa nature et à son importance avec celle dont relève la soumission. **Un extrait internet est accepté.**
2. Attestation d'assurance accident (SUVA ou autre) ; ce document n'est pas obligatoire pour la recevabilité de l'offre. Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander une couverture accident à l'adjudicataire, selon le type de marché concerné, au moment de la signature du contrat ou avant le début des prestations.
3. Copie de la carte de légitimation et d'inscription au REG A ou B, ou la preuve de l'inscription au tableau des mandataires professionnellement qualifiés (MPQ) du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE) du canton de Genève. Ou copie du diplôme professionnel (cf §1.7)
4. Attestations garantissant conformément à la législation en vigueur, que le soumissionnaire est à jour avec le paiement de ses cotisations d'assurances sociales, à savoir :
 - AVS-AI-APG, Amat.

Attention : l'attestation de la Caisse de compensation doit mentionner la **qualité d'indépendant SANS personnel**, et le fait que le prestataire est à jour dans le paiement des cotisations.

 - allocations familiales,
5. Attestation émise par l'autorité fiscale compétente justifiant que le prestataire s'est acquitté de ses obligations en matière d'impôts à la source ou qu'il n'est pas soumis à cet impôt.

Attestations/documents
obligatoires sous
peine d'exclusion formelle

6. ENGAGEMENTS

Par leur signature à la fin de ce dossier, tous les membres s'engagent à :

- | | | | |
|----|---|------------------------------|------------------------------|
| 1. | Confirmer que les indications, informations et preuves fournies dans et avec cette offre sont exactes et conformes à la réalité. | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 2. | Accepter que le maître de l'ouvrage (MO), ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies dans et avec cet appel d'offres (confidentialité assurée par le MO).
Si non, le candidat doit motiver en annexe sa position. | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 3. | Payer des salaires identiques aux hommes comme aux femmes, à compétences et fonctions équivalentes. | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 4. | Accepter que le MO puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure ou l'exécution des prestations si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus de crédit par les autorités publiques. | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 5. | Accepter que le MO renonce à exécuter ou faire exécuter certaines prestations sans compensation. | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 6. | N'avoir modifié d'aucune manière les textes du présent dossier d'appel d'offres reçus sur support informatique, internet ou e-mail. | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |

PS: Mettre une croix dans les cryptogrammes ☐ correspondants.

7. SIGNATURES

<u>Nom du bureau</u>	<u>Date</u>	<u>Nom et prénom du responsable</u>	<u>Signature</u>
----------------------	-------------	-------------------------------------	------------------

.....
-------	-------	-------	-------

<u>Nom du bureau</u>	<u>Date</u>	<u>Nom et prénom du responsable</u>	<u>Signature</u>
----------------------	-------------	-------------------------------------	------------------

.....
-------	-------	-------	-------

8. DECLARATION DU RESPECT DU PRINCIPE DE L'EGALITE ENTRE FEMMES ET HOMMES

**DECLARATION DU RESPECT DU PRINCIPE
DE L'EGALITE ENTRE FEMMES ET HOMMES
ARTICLES 21 ET 32 RMP**

Par la présente, le bureau _____
soussigné, s'engage à respecter le principe de l'égalité entre femmes et hommes telle que définie
dans la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (RS 151.1) en s'abstenant de toute
discrimination au sens de l'article 3, soit notamment :

- à l'embauche ;
- lors de l'attribution des tâches ;
- lors de l'aménagement des conditions de travail ;
- dans le cadre de la rémunération ;
- dans le cadre de la formation et du perfectionnement professionnels ;
- dans le cadre de la promotion et de la résiliation des rapports de travail ;
- en évitant tout comportement importun (harcèlement sexuel) au sens de l'article 4 et en promulguant au sein de l'entreprise les mesures visant à promouvoir dans les faits l'égalité entre femmes et hommes dans la vie professionnelle.

Lieu et date :

.....

Signature et tampon du bureau :

Merci de remettre ce document (pour le
bureau pilote et ses partenaires si consortium) dans
l'enveloppe séparée, destinée aux
attestations.